

Bibliothèque anarchiste

La nationalisation du sol

La Révolte

La Révolte
La nationalisation du sol
22 octobre 1887

extrait le 22 août 2026 de *La Révolte* (n°6) du 22 octobre 1887

bibliotheque-anarchiste.com

22 octobre 1887

La scission entre Henry George et les socialistes américains à la convention de Syracuse, d'où les social-démocrates ont été chassés, ne laisse pas que d'attrister sincèrement les amis d'Henry George en Angleterre. Ils n'oublient pas que, le premier, il les avait initiés aux idées de revendication sociale et, par ses attaques vigoureuses contre les oisifs land-grabbers usuriers et spéculateurs, avait grandement contribué à répandre ces idées et, pour ainsi dire, à leur faire donner droit de cité dans ce pays ; et ils s'attristent de voir cet homme qu'ils considéraient comme un sérieux défenseur des opprimés, se détourner maintenant du parti des travailleurs pour faire alliance avec la bourgeoisie.

Car c'était bien l'alliance avec les bourgeois que cette convention des Travailleurs Unis où le travail n'était pas représenté, pas même par une faible minorité, tandis que des avocats (14 avocats), des médecins, des prêtres, des employés, des épiciers représentaient toutes les fractions de la bourgeoisie. Le bureau était un parfait bureau de bourgeois.

Les partisans d'Henry George peuvent donc déplorer ce qu'ils considèrent comme un retour en arrière ; mais s'ils veulent bien se reporter à ce qu'était, dès l'origine, la signification réelle de son enseignement, ils verront que sa tactique actuelle ne constitue aucun retour en arrière, et ils comprendront pourquoi les bourgeois lui ont toujours témoigné une si vive sympathie. Cette attitude n'est que le développement logique des idées qu'il a toujours professées, et la doctrine toute entière de la nationalisation du sol, telle qu'elle a été exposée et professée dans ce pays, n'a jamais été autre chose qu'une théorie inspirée par le désir des bourgeois d'avoir la part du lion dans les privilèges politiques et autres dérivant de la possession du sol. Ce que nous en disons ici n'est pas nouveau : le comp. Hyndman ne s'est pas fait faute d'exposer les vices du système, et ni les social-démocrates ni les anarchistes n'ont jamais nourri la moindre illusion à ce sujet.

Quand ceux qui demandent la nationalisation du sol dénoncent les oisifs qui empochent le surplus de valeur donné à la terre par les efforts réunis de tous les travailleurs, nous ne

gens qui les avaient suivis, sur leurs belles paroles, regretteront d'avoir été trompés, mais la leçon leur sera bonne.

Ils verront que les grands mots Liberté, Égalité et Fraternité, Home Rule, Radicalisme, Socialisme et Anarchisme peuvent n'être que des mots : c'est la chose qui importe, et on peut juger de la chose par les moyens proposés pour l'atteindre. Des moyens mesquins impliquent une fin mesquine. Ceux qui prétendent transformer la société, mettre fin à la tyrannie, mettre fin à la misère, renouveler la vie sociale par des mesures telles que l'impôt terrien, n'ont pas, quelque titre qu'ils se donnent, un grand but devant eux. Sous un pavillon trompeur, ils cachent la pauvreté de leur marchandise.

(Traduit de *Freedom*)

pouvons que les approuver... Mais puisqu'ils sont conscients des maux que cause la propriété terrienne privée et l'attaquent hardiment, comment sont-ils assez aveugles pour ne point apercevoir, dans ce siècle industriel et commerçant, les effets désastreux de l'appropriation des produits industriels par le petit nombre? Comment se fait-il que cette similitude dans les procédés du riche pour s'emparer des fruits du travail du pauvre leur échappe, tandis qu'elle est si claire pour le premier venu? Et comment se fait-il qu'ils ne cessent de lancer leurs foudres sur une seule de ces deux classes d'exploiteurs?

Sans doute il en est qui sont sincères et qui croient sérieusement que la nationalisation du sol servira les intérêts des travailleurs. Ils ne se doutent pas que c'est uniquement pour se mettre à la place des oisifs Land-grabbers qu'on les attaque maintenant, et ils répondent à nos questions :

« Commençons par ruiner la propriété terrienne dont les abus sont plus criants et mieux compris : l'oppression capitaliste toute entière en recevra une atteinte mortelle... »

Erreur profonde : la nationalisation du sol aurait pour conséquence de détourner de la bourgeoisie le coup que les ouvriers s'apprêtent à porter à leurs exploiteurs, et de le diriger contre un autre exploiteur, le propriétaire terrien. Pendant le mouvement chartiste la bourgeoisie se servait des ouvriers pour enlever le pouvoir politique à l'aristocratie terrienne ; maintenant c'est la terre elle-même qu'on veut lui prendre pour remettre entre les mains de la bourgeoisie cette base réelle du véritable pouvoir. C'est quitter un mauvais maître pour en prendre un tout aussi mauvais.

Les meneurs bourgeois de ce mouvement savent pertinemment que la réussite en sera profitable tout d'abord aux capitalistes qui verront ainsi s'augmenter les chances de placer avantageusement leur capital — mais nous, nous savons que tout ce qui profite aux capitalistes et élargit le champ de leur activité a pour inévitable résultat d'asservir d'autant le travailleur.

Au demeurant il s'agit de discerner entre cette belle devise Nationalisation du sol et la réalité qu'elle cache.

Que peut bien signifier ce mot : nationalisation du sol ? Est-ce la prise de possession du sol par la nation ? Chacun devenu libre désormais de cultiver la terre si cela lui plaît ? tous ayant le droit de s'organiser librement pour produire le pain qui nourrira l'humanité ? Cela peut vouloir dire aussi, comme en France à la fin du siècle dernier : confiscation par l'État des biens du clergé et de la noblesse, et vente de ces biens à ceux qui pourront les acheter — en partie les paysans, mais surtout les bandes noires de 1793, les bandes de money grabbers (enfouisseurs d'argent), qui s'étaient enrichis de la famine du peuple ou de la vente aux armées de la République de souliers à semelles de carton.

Cela peut même dire moins et dit moins en effet dans la bouche de nos réformateurs : Que chaque chose reste en l'état ! Un parlement converti aux idées de nationalisation du sol établit de forts impôts sur les valeurs terriennes et force ainsi les seigneurs moins fortunés à vendre leurs domaines. Tel est le fond de tous les systèmes de nationalisation du sol, jamais on n'en a prêché d'autres.

Pas de révolution bien sûr, pas de brusque changement, nulle expropriation d'usines ou de chemins de fer, cela nuirait au projet. Les pauvres de Londres-Est continueront à mourir de faim, les riches de Londres-West à gaspiller l'argent, les travailleurs des champs vivront de neuf shillings la semaine, les élections au parlement se feront de la même manière, l'argent restera tout puissant, seulement les seigneurs seront forcés de vendre leurs terres.

Et le rêve des brasseurs de bière-poison, des fabricants de soie-coton et de confiture de navets se réalisera. L'autre jour il en mourut un de ces usiniers millionnaires, qui toute sa vie s'était rongé les poings de ne pouvoir se bâtir un château seigneurial pour inviter ses amis à des parties de chasse ; jusqu'à la fin il dut se contenter de dater ses lettres du Domaine des trois peupliers, pourquoi n'a-t-il pas vécu pour voir la nationalisation du sol devenir une réalité ? Mais son voisin, le boucher, ne mourra pas sans avoir enfin pu acheter le coin de parc, ardemment désiré, sur la crête de la colline où il se bâtira un beau château aux armes blasonnées d'un gigot de mouton. Il

est lui aussi pour la nationalisation du sol : la nation c'est lui, et la nationalisation un impôt qui lui permettra d'avoir parc et jardin et forêts lui aussi...

Les meneurs ne s'y trompent pas, et dans un récent article (Standard 10 sept.), M. Henry George dit expressément que cette réforme sera avantageuse aux capitalistes et aux travailleurs, et il va même jusqu'à dire que nous avons peu de capitalistes qui ne soient aussi des travailleurs.

Et tandis que notre usinier millionnaire et notre boucher retiré jouiront paisiblement de villégiature, créant vingt parcs et bâtissant vingt châteaux où il n'y en avait qu'un, le reste de la terre sera acquis par des capitalistes qui ne savent maintenant à quel saint se vouer pour placer leur argent et constituera une nouvelle aristocratie terrienne pire que la précédente. Le bourgeois sera le propriétaire du sol, l'étant déjà de l'usine, des chemins de fer, du commerce.

Il est possible qu'une plus grande étendue du sol soit cultivée, qu'on produise plus de blé, qu'on en importe moins, mais l'ouvrier gagnera-t-il davantage ? Qui paiera l'impôt terrien ? qui est-ce qui paie un impôt quelconque, sauf le producteur de toute richesse, le travailleur qui paie de son travail ? Et s'il a l'audace d'exiger plus de neuf shillings la semaine, ne le remplacera-t-on pas par le Chinois ou l'Hindou qui se contente de trois ? L'ouvrier qui n'a que le travail de ses mains pourra-t-il lutter avec le capitaliste si l'État ne consent à louer la terre qu'au plus offrant ? Pourra-t-il faire concurrence au capitaliste qui, avec l'argent volé par lui, s'achètera des machines et importera des Chinois pour les servir ?

Les bourgeois ont compris tout de suite que la nationalisation du sol, n'étant qu'une sorte d'impôt terrien, était tout à leur avantage, de là leur tendresse pour ce projet. Il est malheureux que d'honnêtes travailleurs séduits par de ronflantes paroles et par le mot nationalisation, ne se soient pas tout de suite demandé ce que ce mot pouvait bien cacher.

Nous ne sommes donc pas émus de l'apparent recul des nationalisateurs du sol. Ce n'est pas un recul : ils sont restés ce qu'ils étaient, partisans de l'impôt terrien ; lésés par leur queue socialiste, ils ont senti le besoin de la couper. Les braves